



HAL
open science

Entre radicalité et apolitisme

Florence Johsua, Yann Raison Du Cleuziou

► **To cite this version:**

Florence Johsua, Yann Raison Du Cleuziou. Entre radicalité et apolitisme. Agrikoliansky Eric; Sommier Isabelle. Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen, La Dispute, pp.239-262, 2005, Pratiques politiques, 9782843031120. <halshs-01558163>

HAL Id: halshs-01558163

<https://shs.hal.science/halshs-01558163v1>

Submitted on 4 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

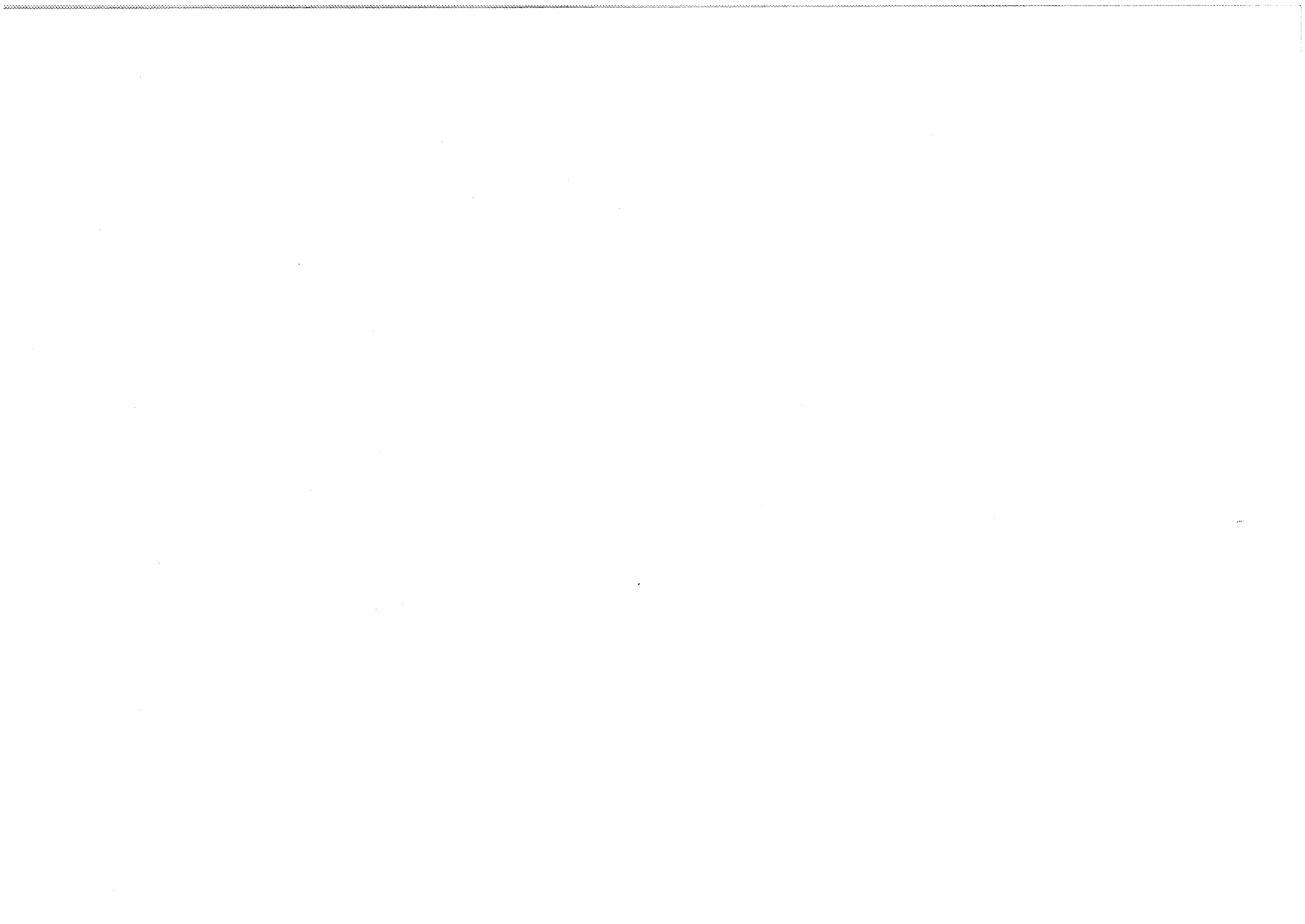
FORUM
SOCIAL
EUROPEEN
2003

Éric Agrikoliansky
et Isabelle Sommier
(sous la direction de)

RADIOGRAPHIE DU MOUVEMENT
ALTERMONDIALISTE



LA DISPUTE



sont accueillies avec méfiance ou réticence, voire sont formellement interdites de présence au sein du forum, comme les partis politiques. Mais cette lutte revêt également une forte dimension symbolique, en exigeant un travail de mise en forme des causes défendues de manière à rendre leur présence légitime, voire indispensable, au sein du FSE. Dans ce travail, l'adoption d'une posture de victime (de la domination patriarcale, du conservatisme des générations plus âgées, des discriminations racistes ou néocoloniales) a constitué une puissante ressource de légitimation au sein d'un mouvement qui s'autodéfinit comme une force d'opposition aux multiples dominations et oppressions engendrées par le néolibéralisme.

Cette interrogation permanente, par ses différentes composantes, des frontières et du mode de fonctionnement du mouvement altermondialiste constitue un des moteurs de sa dynamique interne. Il lui confère ainsi son caractère de mouvement réflexif, qui s'interroge en permanence sur son identité, ses objectifs et ses modalités d'action, n'hésitant pas au besoin à les remettre en cause et à les modifier lorsque les évolutions de la situation l'exigent.⁵¹ Cette dimension réflexive, soulignée par les observateurs extérieurs ou auto-célébrée par les altermondialistes, loin de prendre la forme d'une autoanalyse consensuelle et paisible, comprend une bonne part de rapport de forces et de conflit entre les différentes composantes de l'altermondialisme.

51. Sur la notion de « mouvement réflexif », cf. Vololona Rabeharisoa et Michel Callon, *Le Pouvoir des malades. L'Association française contre les myopathies et la recherche*, Presses de l'École des mines, Paris, 1999.

CHAPITRE IX

ENTRE RADICALITÉ ET APOLITISME

Florence Johsua et Yann Raison du Cleuziou

Le mouvement altermondialiste témoigne d'une très forte ambivalence à l'égard du « politique ». L'expérience douloureuse de la transformation de mouvements révolutionnaires en dictatures, mais aussi la désillusion engendrée par les gouvernements sociaux-démocrates, ont notamment conduit plusieurs auteurs (tels que Toni Negri et Michael Hardt ou encore John Holloway) à s'interroger sur les voies d'une transformation du monde qui ne passerait pas nécessairement par la conquête du pouvoir. Parallèlement, la plupart des ONG, des mouvements sociaux et toute une nébuleuse d'organisations construisent leur légitimité par opposition à « la politique ». La charte des forums sociaux exprime clairement cette méfiance puisqu'elle refuse aux organisations partisans de participer en tant que telles à la pratique du débat public qu'elle organise. Pour autant, sa volonté d'opposer d'autres mondes possibles au néolibéralisme situe pleinement le mouvement altermondialiste dans un registre politique, que l'on pourrait dire encore en recherche ou en cours de définition.

Ce chapitre s'intéresse à deux composantes importantes de l'altermondialisme, celles de l'extrême gauche révolu-

tionnaire et du militantisme catholique, qui témoignent de rapports différenciés, et dans une large mesure opposés, à l'égard du « politique ». Marquée par une identité « trop politique » pour s'investir en tant que telle dans le forum social, l'extrême gauche, essentiellement représentée dans le mouvement altermondialiste en France par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), est contrainte d'adopter des modes discrets ou indirects d'inscription dans un processus auquel ses militants sont pourtant nombreux à participer. À l'inverse, le militantisme catholique (dont le Secours catholique est une des principales expressions avec le CCFD) voit certaines de ses composantes rétives devant un mouvement qui, à bien des égards, leur apparaît comme « trop politique » pour ne pas mettre en danger le sens qu'elles entendent donner à leur engagement – ce qui, là encore, induit des formes de participation et d'apparition publique spécifiques. La confrontation entre ces deux modes contrastés d'engagement dans l'altermondialisme permet non seulement d'appréhender – ne serait-ce qu'en creux – le sens et l'étendue de la dimension « politique » du mouvement, mais aussi, s'agissant de deux courants majeurs de la contestation anticapitaliste et tiers-mondiste des années 1960-1970, à la fois d'étudier comment l'altermondialisme a pu représenter pour chacun d'eux une opportunité de réinvestissements militants, et de mesurer combien la nouvelle configuration induite par la mondialisation et sa contestation est porteuse d'effets en retour sur leur identité et leurs activités.

I. DES CATHOLIQUES ALTERMONDIALISTES

1. Un engagement prudent

La participation des ONG catholiques françaises au mouvement altermondialiste s'inscrit dans une filiation de forums « civils » antérieurs (FAO 1996, Sommet de la terre à Rio 1992, Pékin 1995, etc.) où s'est forgée une culture du débat et de la contre-proposition autour des questions de développement et de solidarité internationale. Alors que ces forums rassemblaient surtout des ONG de développement et le monde associatif, la mobilisation contre l'OMC à Seattle du 30 novembre au 3 décembre 1999 a vu arriver de nouveaux acteurs : les syndicats, les mouvements sociaux, des organisations politiques.

La première édition du Forum social mondial du 25 au 30 janvier 2001 à Porto Alegre, capitale de l'État du Rio Grande do Sul, a été organisée par 8 associations dont deux directement issues de l'Église catholique brésilienne : IBASE¹ et la commission Justice et Paix de la Conférence des évêques du Brésil, dont le secrétaire exécutif, Francisco Whitaker, est même à l'initiative du premier FSM avec Oded Grajew du CIVES² et Bernard Cassen d'Attac. Membre du Parti des travailleurs, délégué de l'épiscopat et militant associatif ayant travaillé au CCFD, il est devenu la figure légitimant l'engagement altermondialiste aux yeux des catholiques non-brésiliens. Car si la participation de l'Église catholique brésilienne au FSE n'a rien d'incongru dans un pays où elle est connue pour son engagement social marqué par la théologie de la libération et sa résistance à la dictature, elle paraît moins évidente pour les catholiques dont la foi s'inscrit dans une autre configuration historique, sociale et politique, comme nous allons le voir pour les Français.

Créé en 1947, le Secours catholique, antenne du réseau Caritas en France, est une association à but caritatif. À cette fin, elle a développé des activités d'assistance directe aux plus démunis et une action institutionnelle à la fois procédurale, par des recours légaux nécessaires à la défense des assistés, et de lobbying par la mise à disposition d'une expertise sur la « pauvreté en France » et sur les effets des politiques publiques en vigueur. Autant de stratégies et de savoir-faire spécialisés qui entendent se distinguer de l'action qualifiée de « politique ». C'est pourquoi la construction médiatique française de l'altermondialisme excluait *a priori* que des responsables du Secours catholique puissent se sentir concernés. Longtemps, ces derniers ne voient dans le nouveau mouvement qu'une transposition de la gauche française. Par conséquent, un engagement du Secours catholique à ses côtés leur paraissait une politisation contradictoire avec l'action caritative. Cette anticipation a conditionné les modalités de la participation au FSE. De fait, la question de l'engagement au Forum de 2003 est venue d'initiatives individuelles et d'organisations partenaires. Des militants, professionnels ou bénévoles du Secours catholique, conduits par leurs itinéraires personnels à Porto Alegre, en reviennent convaincus comme Bernard, trésorier de la délégation de Paris : « On en avait un peu parlé dans la presse en

1. IBASE : Institut brésilien d'analyses socio-économiques.

2. CIVES : Association brésilienne des hommes d'affaires pour la citoyenneté.

2001 en disant que c'était très anarchisant et gauchiste, j'y suis allé et j'ai vu que ça n'était pas ça, l'image était déformée par les médias, les chrétiens y avaient leur place, je m'y suis retrouvé.»³ Beaucoup d'organisations partenaires du Secours catholique sont aussi engagées dans le FSM, comme le CCFD ou l'ensemble des Caritas d'Amérique latine. C'est d'abord en bailleur de fonds que le Secours catholique s'implique prudemment dans le FSM. Puis, en juin 2003, c'est à la suite d'une initiative du CRID qu'il s'engage officiellement dans l'altermondialisme en France, lors du « Contre-G8 » organisé à Genève, Thonon et Annemasse en opposition au G8 officiel d'Évian. Pour que l'événement ne soit pas uniquement contestataire, le CRID organise un « Sommet pour un autre monde ». Le Secours catholique en est partie prenante avec des intervenants, des conférences, un stand. L'objectif est de faire un sommet entre ONG, axé sur l'élaboration de propositions constructives, pour que l'étiquette des forums et de l'altermondialisme ne soit pas trop politisée. Le Secours catholique ayant été invité à l'Élysée avec d'autres ONG pour conseiller la délégation française au G8, une politisation de son image fragiliserait sa crédibilité institutionnelle.

Le risque de politisation est ainsi la contrainte majeure qui conditionne la participation du Secours catholique au FSE, mais c'est aussi une ressource rhétorique de mobilisation. Comme le dit Hilda : « On peut parler sur la pauvreté, c'est notre expertise. Mais il n'est pas facile de se décider à participer au FSE à cause des syndicats et de mouvements trop jeunes et par conséquent trop radicaux ; on ne peut pas laisser non plus la pauvreté aux partis politiques ! En tant que chrétien, il faut se positionner. Les gens des partis et des syndicats ne se rendent pas compte de la situation de la pauvreté sur le terrain. »⁴

2. Une politisation problématique

L'engagement au FSE est porté et défendu par les cadres de la délégation de Paris puis par certains professionnels du siège national. Le conseil d'administration accepte avec prudence la participation aux forums sociaux à la condition qu'elle soit réévaluée au cas par cas selon le contexte et la

3. Entretien du 18 décembre 2003.

4. Responsable du département international au siège national, entretien du 30 janvier 2004.

configuration politique.⁵ Une fois la décision prise, des résistances et réticences de divers ordres apparaissent et révèlent un ensemble de positions à la fois structurelles et idéologiques au sein de l'ONG comme au sein de Caritas. Une réunion de réflexion sur le FSE est organisée, où seulement 11 délégations régionales et 7 services du siège sont présents. Certaines délégations ont justifié leur absence en invoquant un événement trop marqué à gauche, que le Secours catholique ne doit pas faire de politique, certains avançant même l'avis défavorable de leur évêque.

Au siège national, les services de communication et la direction développement des ressources freinent l'engagement du Secours catholique au FSE. Habités à mobiliser les donateurs pour les grandes campagnes, ils anticipent une réaction défavorable et craignent une baisse des dons : les donateurs vivraient l'engagement altermondialiste comme une transgression de la distinction entre « société civile » et « politique politicienne ». La dénonciation virulente par *Le Figaro* du soutien du CCFD à des mouvements d'extrême gauche dans les années 1970 reste dans les mémoires : le niveau des dons avait alors significativement baissé. L'article de Guy Baret dans *Le Figaro*, le jour de la collecte nationale, en est un premier écho.⁶ D'autres suivent dans le courrier des donateurs : « Je ne donnerai pas à des trotskistes. » Les services de communication portent une attention particulière à ces réactions et à la gestion du calendrier médiatique des apparitions du Secours catholique. Le but est d'éviter la confusion entre la campagne de don et le FSE. À cette fin, ils jouent sur la frontière de ce qui est « politique » pour justifier les interventions du Secours catholique. « Le politique » est alors invoqué comme souci désintéressé du bien commun par opposition à « la politique » vite qualifiée de « politicienne ». Aux lettres de donateurs qui portent principalement sur la place des chrétiens aux forums sociaux et sur le danger de « récupération » politique, ils répondent par d'abondantes références aux encyclopediques et aux prises de position officielles des institutions ecclésiastiques : « Notre engagement est la conséquence du souhait de l'Église de France, dont M^{gr} de Béranger s'est fait l'écho, de voir les chrétiens faire entendre leur voix au FSE,

5. La décision a ainsi été prise de ne pas participer au FSE de Londres en 2004 à cause du caractère trop politique et trop radical du comité d'organisation.

6. Guy Baret, « La tour de Babel des altermondialistes », *Le Figaro*, n° 18436, 15 novembre 2003.

ce que nous avons fait à travers les 15 séminaires ou ateliers que nous avons organisés. En outre, il faut savoir que l'épiscopat brésilien est parmi les fondateurs du Forum social mondial de Porto Alegre, qui a réuni cette année plus de 100 000 personnes et qui se tient à la Faculté catholique de cette ville. [...] À ce sujet, est-il utile de rappeler la position du Pape dans l'encyclique *Pacem in Terris* concernant l'engagement des catholiques pour collaborer ou entrer en relation avec des hommes qui vivent en dehors de toute foi chrétienne ou qui ont des conceptions erronées, ces contacts pouvant être l'occasion d'un mouvement menant ces hommes vers la vérité. Pour reprendre les mots du pape Jean XXIII : "L'Église catholique veut être témoin de la vérité contre le mensonge, de l'amour contre la haine, de la liberté contre l'intolérance." ⁷ La doctrine sociale de l'Église permet alors de requalifier la participation au FSE au nom d'une conception transcendante du politique. Les forums sont présentés comme autant d'occasions pour faire reconnaître le travail du Secours catholique et porter « la voix de l'Église ». L'engagement, de politique, devient apostolique.

La réaction des bénévoles fait apparaître un autre ordre de contrainte. La politisation bouleverse l'économie de leurs gratifications personnelles. En effet, le bénévolat est vécu comme un engagement « désintéressé », opposé par les bénévoles eux-mêmes au militantisme politique que « l'intéressement » caractériserait. La « pureté » des motivations risquerait de se diluer dans un engagement médiatiquement trop politisé : la reconnaissance que le bénévole peut espérer de ses proches pourrait en être affectée, et les ressorts de l'estime de soi qui rendent son engagement durable et prospère remis en cause.

La défiance à l'égard du politique est aussi une conséquence de la division du travail au sein d'une ONG, du recrutement et de la construction des rôles qu'elle induit : les bénévoles travaillent plus sur l'assistance, et les permanents salariés sur l'action institutionnelle. Dès lors, on ne s'étonnera pas de constater que ces derniers sont les porteurs de l'engagement au FSE, contrairement aux premiers, plus méfiants. Le travail des salariés porte ordinairement sur l'articulation entre les situations d'exclusion et les décisions politiques. Le FSE permet de publiciser leur action et de valoriser leur savoir-faire. Pour mobiliser les bénévoles

7. Extrait d'une lettre type écrite par Bernard Bouchez, trésorier de la délégation du Secours catholique de Paris, novembre 2003.

méfiants, des réunions sont organisées dans les antennes locales du Secours catholique, des argumentaires diffusés aux responsables et aux bénévoles par leur revue *Passerelles*. La rhétorique de dépolitisation s'y articule toujours autour de la référence à la doctrine sociale de l'Église, jusqu'à faire explicitement une lecture catholique des axes des forums : « L'enseignement social de l'Église trouve son écho dans les principes et objectifs des forums, en particulier les cinq piliers de cet enseignement : l'infinie dignité de la personne humaine (remettre l'homme au centre des enjeux économiques et sociaux) ; la destination universelle des biens de la terre (développement durable et biens publics mondiaux) ; option préférentielle pour les pauvres (participation non seulement des ONG, mais à présent aussi des mouvements sociaux eux-mêmes – paysans sans terre...) ; devoir de justice et transformation sociale (transformation sociale : "un autre monde est possible") ; solidarité internationale (aplanir des inégalités Nord-Sud). » ⁸

Par comparaison à ces réticences internes au Secours catholique, les réactions des autres Caritas d'Europe montrent comment l'engagement au FSE dépend de la configuration politique, religieuse et sociale dans laquelle s'inscrit chaque composante du réseau catholique. Comme l'exprime bien Denis Viénot, président de Caritas Europa : « À Porto Alegre, la responsable russe de Caritas a mis deux jours à se remettre d'avoir défilé pendant deux heures entre des drapeaux rouges. Moi je rigole, mais tout le monde n'a pas la même histoire derrière soi. La thématique du FSE, allez la vendre aux Tchèques ou aux Polonais... Bonne chance ! À la tête des Caritas de l'Est, il y a des gens qui ont souffert du communisme, fait du goulag, parce qu'ils sont très militants. Au niveau européen, les deux Caritas les plus intéressés étaient la France et l'Espagne. Les autres s'intéressent moins au FSE qu'au FSM. À cause des articulations politiques, c'est plus difficile de participer au FSE qu'au FSM, car il y a des tentatives de contrôle des partis politiques plus fortes dans le contexte européen. » Ainsi, les réponses à l'invitation de Caritas Europa de participer au FSE s'expliquaient avant tout par des enjeux essentiellement nationaux. La CAFOD (Catholic Fund for United Kingdom) a refusé de venir au FSE au motif que la médiatisation de l'événement en Grande-Bretagne accorde trop d'importance à la parti-

8. Extrait de l'argumentaire diffusé par la délégation de Paris du Secours catholique : *Le Forum social européen en 10 questions*, juin 2003.

Radiographie du mouvement altermondialiste

icipation de mouvements d'extrême gauche, ce qui nuirait à l'image de l'ONG et risquerait d'influencer les donateurs. Caritas Italie n'a pas participé à cause de la domination dans le comité d'organisation italien d'« anciens responsables communistes » du parti Rifondazione Comunista. La position de Caritas Brésil est symétriquement inverse, la légitimité de sa participation au FSM étant très forte en raison de la place centrale de l'Église catholique dans le mouvement social brésilien. L'engagement international est donc conditionné par la configuration nationale dont dépendent les ressources et les membres de l'organisation.

3. Une stratégie de dépolitisation des forums

La forme forum est au cœur de la légitimation de l'engagement altermondialiste du Secours catholique. À la fois dans les argumentaires distribués aux cadres et dans les tribunes publiées, les modalités des forums sont invoquées comme une garantie ultime d'apolitisme : « Partant du principe que le Forum est un "espace de rencontre ouvert, visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratique, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences", ces rencontres "n'ont pas un caractère délibératif. Personne ne sera donc autorisé à exprimer au nom du Forum [...] des prises de position prétendant être celles de tous les participants". »⁹ Par conséquent : « aucune déclaration ou pétition ne vient conclure ces forums. On doit également distinguer nettement (ce que les médias ne font pas toujours) les forums sociaux et les différentes rencontres parallèles comme le Forum des parlementaires, où se présentent des hommes politiques désireux d'attirer l'attention de la presse. »¹⁰ Cette rhétorique puise son fondement dans la définition du FSE comme « espace » et non comme « processus » dans l'article premier de la charte du FSM. Une qualification qui résulte d'une construction des représentations des forums visant à limiter leurs possibles usages par les partis politiques. Le terme « espace » est ainsi issu d'une controverse au sein du Conseil international, dont l'enjeu est le degré de politisation souhaité des forums. Comme l'écrit Francisco Whitaker : « Un mouvement rassemble des gens – ses militants, comme les militants des partis – qui décident de s'organiser pour accomplir, collectivement, certains objectifs. Sa formation et son existence impliquent par

9. *Ibidem.*10. *Ibidem.*

conséquent la définition de stratégies pour atteindre ces objectifs, la formulation de programmes d'action et la distribution de responsabilités entre ses membres – entre lesquelles celle de la direction du mouvement. [...] L'organisation de sa structure est donc nécessairement pyramidale [...]. Un *espace*¹¹ n'a pas de leaders. C'est seulement un lieu, fondamentalement horizontal [...]. C'est comme une place sans propriétaire [...]. Les places sont des espaces en général ouverts qui peuvent être utilisés par tous ceux qui ont un intérêt quelconque à l'utiliser. Elles n'ont pas d'autre objectif que celui d'être une place, rendant le service qu'elles rendent à ceux qui l'utilisent [...] pour la réalisation de leurs propres objectifs. »¹² Suivant cette opposition, les partisans de « l'espace », dont le Secours catholique et le CCFD faisaient partie, œuvraient au Conseil international du FSM afin que le but des forums soit de faire pression pour que les politiques prennent position, tandis que les partisans du « processus » optaient pour que le FSM se structure en mouvement politique pour agir lui-même.

Au-delà d'une légitimation de l'engagement au FSE par le rappel du caractère apolitique des forums, le Secours catholique déploie des stratégies visant à esquiver toute collaboration avec des mouvements politiques. Le programme étant arrêté par le regroupement arbitraire de toutes les propositions sur des sujets connexes, le Secours catholique propose des séminaires et ateliers avec des organisations soigneusement choisies, pour « peser » sur la procédure et ne pas se faire imposer une collaboration avec une organisation trop radicale politiquement. Le maillage associatif au sein duquel le Secours catholique s'inscrit, à la fois par son identité confessionnelle et son appartenance à des réseaux nationaux et internationaux d'ONG, est une ressource utile à cette fin : le CRID (membre du secrétariat d'organisation), Caritas Internationalis, le CCFD, les collectifs « Publiez ce que vous payez » ou « Éthique sur l'étiquette » sont principalement mobilisés. Ce partenariat va de pair avec des relations interpersonnelles étroites. Le délégué général du CRID est l'ancien secrétaire général du CCFD, et Gustave Massiah, le président du CRID, est vice-président d'Attac, dont le CRID est un membre fondateur. L'appartenance du Secours

11. C'est nous qui soulignons.

12. Francisco Whitaker, *Notes pour le débat sur le Forum social mondial*, 24 février 2004, (<http://www.france.attac.org/au1077>). La même thèse de manière plus synthétique : Collectif, *Où va le mouvement altermondialisation ?*, *op. cit.*, p. 39-42.

catholique au CRID est alors un levier d'influence non négligeable pour verrouiller des séminaires et les prémunir de toute « politisation ». C'est toujours pour éviter ce risque que le conseil d'administration du Secours catholique a refusé que l'ONG intervienne à la tribune des plénières ou soit présente par une banderole à la manifestation finale. Dans les deux cas, le risque de cautionner ou d'être assimilé à des discours plus politiques est jugé trop grand.

Enfin, les séminaires sont organisés selon des modalités spécifiques destinées elles aussi à éviter cette possible politisation. L'ambition des organisateurs étant, comme le dit Marie-Agnès, du département Méthodes d'animation et de développement, du siège, de « faire que les forums soient le lieu de parole de ceux qui n'ont pas la parole »¹³. À la tribune des séminaires, le Secours catholique use des ressources du réseau international de Caritas pour donner la parole à des acteurs de terrain, qu'ils soient impliqués en France contre la précarité ou engagés dans un processus de paix et de développement en Afrique. Pour les ateliers, il recourt à des techniques de distribution de la parole, par exemple celle de l'éducation populaire comme le théâtre-forum : des groupes de personnes assistées par le Secours catholique viennent présenter sous forme de saynètes des problèmes qu'ils ont dû affronter. Le public peut intervenir pour jouer un rôle et modifier le cours de l'histoire en forme de suggestion d'action possible. Une grande attention est portée à la possibilité d'une prise de parole égalitaire et au caractère non dirigé des séances. Les interventions qui ne répondent pas à ces règles sont dénoncées. Par exemple, lors d'une séance de théâtre-forum sur « Démocratie, participation citoyenne et lutte contre l'exclusion » le jeudi 13 novembre, un militant du DAL met en scène la manière dont il faut téléphoner aux élus pour faire pression. Cette intervention, sans participation possible et menée par un permanent de l'organisation, fait en aparté l'objet de vives critiques de la part des membres du Secours catholique. Selon eux, le DAL crée de l'exclusion par un discours du haut vers la base ; au contraire, invoquent-ils, personne n'a parlé au nom du Secours catholique, qui n'a fait qu'organiser des séminaires, pour offrir l'opportunité à ses partenaires et aux personnes en difficulté de témoigner.

Paradoxalement, l'effort de dépolitisation trouve ses limites dans les principes qui le rendent nécessaire. Si l'iden-

13. Entretien du 22 novembre 2003.

tité confessionnelle est mise en retrait derrière le savoir-faire en solidarité internationale, comme l'attestent les titres des séminaires¹⁴, la foi est aussi une ressource de politisation pour les militants moins soucieux des logiques institutionnelles. Le samedi 15 novembre, au départ de la manifestation, derrière une banderole portant sur la souveraineté alimentaire et l'annulation de la dette, parmi les drapeaux du CCFD et les badges des Amis de la vie, on aperçoit une toute petite banderole « Secours catholique », portée à l'initiative des membres de la délégation de Paris et malgré la consigne du siège. Ceux-ci sont fiers de montrer que « les catholiques sont là aussi », le risque de politisation leur importe peu puisque, disent-ils, « s'il y a des pauvres, c'est que la société ne tourne pas rond, donc l'action politique est nécessaire ».¹⁵

II. LA LCR AU FSE

Malgré les limites imposées à la participation des partis politiques par la charte des principes du Forum social mondial, ces derniers étaient présents au second FSE par leurs revues ou leurs organisations de jeunesse. Parmi eux, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) s'est fortement investie, aussi bien dans l'organisation en amont du forum que pendant son déroulement. Cet engagement de la LCR dans le mouvement altermondialiste n'est pas une nouveauté. Présente dans l'ensemble des événements « altermondialistes », son engagement vient de loin et apparaît même comme une des spécificités de cette organisation dans la « galaxie » trotskyste française.

1. De l'internationalisme à l'altermondialisme

Pour comprendre l'importance de l'investissement des militants de la LCR dans le cadre de ce forum – et plus généralement dans le mouvement altermondialiste –, il est nécessaire d'adopter une perspective historique, qui rende compte des stratégies de reconversion des acteurs politiques

14. Ainsi, des 8 séminaires et 8 ateliers coorganisés par le Secours catholique : « Exclusion sociale et souffrance psychique » ; « Asile, la dérive isolationniste de la forteresse Union européenne » ; « Conflits oubliés en Europe de l'Est » ; « Femmes, paix et conflits dans les Grands Lacs » ; « Rôle de l'Europe dans le soutien de la paix et de la société civile en Colombie », etc., aucun ne porte sur la foi.

15. Propos recueillis pendant la manifestation.

d'extrême gauche dans les années 1980 et 1990. La fin des années 1970 ouvre en effet une période de reflux pour les partis politiques d'extrême gauche : leurs effectifs diminuent, l'implantation partisane sur le territoire recule, de nombreuses organisations disparaissent. Avec elles, c'est aussi tout le corpus référentiel qui leur était associé qui entre en crise : l'anticapitalisme, l'anti-impérialisme et l'internationalisme sont autant de schèmes discursifs de plus en plus difficilement mobilisables. Dans cette période d'involutions profondes pour l'extrême gauche, de remise en cause des référents ainsi que du projet révolutionnaire lui-même, les militants ont dû mettre en œuvre des stratégies de reconversion et de réinvestissement. Dans ce cadre, les diverses organisations des mouvements sociaux ont constitué des « structures de rémanence », ou « *abeyance structures* » selon l'expression de Verta Taylor : pour assurer la continuité du mouvement dans une période difficile où il tend à être de plus en plus marginalisé, ses militants les plus actifs créent des structures alternatives qui leur permettent de maintenir un réseau d'activistes, un répertoire de buts et de tactiques et une identité collective à travers le temps, jetant ainsi des ponts entre différentes étapes d'une mobilisation.¹⁶ Ces réinvestissements se sont réalisés, dans le cas de la LCR, dans des associations et des syndicats qui restent des vecteurs de diffusion d'une culture fondamentalement politique. Il faut souligner que, loin de répondre à une injonction de l'appareil politique qui aurait décidé « d'en haut » d'investir ces structures, il s'agit alors bien plus de décisions individuelles pour des militants subissant de plein fouet cette période de recul et tentant une reconversion en période de déroute. Face à une situation politique « bloquée », il s'agit pour ces militants « révolutionnaires » de savoir comment continuer à militer.

Une stratégie défensive est alors privilégiée par certains. Le cas de Paul, entré à la LCR en 1976, est exemplaire de ce genre de parcours. À la fin des années 1980, il finit par être convaincu qu'« il n'y a probablement plus d'espoir d'alternative politique » et par conséquent de « la nécessité de créer des contre-pouvoirs permanents ». La création du syndicat Sud, par des exclus de la CFDT aux Télécom, lui semble fournir une occasion de construire ce type de contre-pouvoir. Selon lui, les structures comme Attac, Ras l'front ou Sud

16. Verta Taylor, « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », in Olivier Fillieule (sous la direction de), *Devenir militants...*, op. cit.

ont constitué des réseaux « qui ont maintenu ces idées portées par l'extrême gauche et probablement leur ont redonné une vitalité parce que c'était à un niveau de diffusion beaucoup plus large que la simple potentialité qu'avait l'extrême gauche à ce moment-là. »¹⁷ Elles semblent donc avoir joué un rôle de « rémanence », en assurant le maintien de certaines idées, d'une identité collective, ainsi que la survie de réseaux d'activistes riches en ressources et utiles pour de nouvelles mobilisations. Ces organisations, avec d'autres comme AC!, DAL ou encore la FSU dans la sphère syndicale, ont fourni les militants parmi les plus actifs dans la construction du mouvement altermondialiste en France.

Parmi ces structures, celles du mouvement altermondialiste ont constitué des cadres de réinvestissement militant privilégiés, en fournissant aux partis politiques d'extrême gauche une possibilité de « blanchiment »¹⁸ de certaines thématiques très marquées à gauche, voire « marxisantes », bref, un nouveau cadrage moins connoté politiquement, mais permettant de continuer à faire avancer un ensemble de revendications propres à ce courant. L'enquête de Jean-Gabriel Contamin sur le mouvement de novembre-décembre 1995 est, de ce point de vue, significative. Elle met en évidence, contrairement à une idée reçue qui voudrait que le mouvement altermondialiste se soit construit en extériorité totale vis-à-vis des structures partisans, le rôle prépondérant de groupes partisans et politisés – et parmi eux, celui tout particulier des organisations « révolutionnaires » – dans la diffusion et l'adoption d'une thématique « altermondialiste ». Le cadre « Politique contre marchés globaux »¹⁹, bien que marginal durant la mobilisation de décembre 1995, est déjà présent et tend à se diffuser « dans des milieux marqués soit par leur capital intellectuel, soit par leur marquage partisan, soit, plus encore, par leur marginalité et leur « extrémisme » politique »²⁰. Et c'est bien après 1995 qu'il s'impose. Sa diffusion dans des sphères militantes beaucoup plus larges s'effectue alors au prix d'une réduc-

17. Entretien du 11 juillet 2003.

18. Ce terme est emprunté à Jean-Gabriel Contamin, « Les grèves de décembre 1995. Un moment fondateur? », article cité.

19. Ainsi caractérisé par Marcos Ancelovici : « Ce cadre oppose la politique citoyenne et démocratique vertueuse aux forces corrompues et antidémocratiques du marché », in « Organizing against Globalization: The case of Attac in France », *Politics and Society*, volume 30, n° 3, 2002, p. 433.

20. Jean-Gabriel Contamin, « Les grèves de décembre 1995. Un moment fondateur? », article cité, p. 17.

tion de son caractère partisan et extrémiste, en en retirant notamment sa dimension marxiste.²¹

L'investissement de ce nouveau cadrage par les acteurs de l'extrême gauche partisane, s'il leur permet de « reprendre la main » et de se distinguer clairement de la gauche au pouvoir – commençant ainsi à affirmer l'existence d'une « gauche de la gauche » –, induit aussi un remodelage du discours politique. Cette stratégie, pour une organisation comme la LCR, est paradoxale : si le nouveau cadre d'action collective fournit une occasion de « relance de l'activité militante » en offrant la possibilité de développer un certain nombre de critiques du système « néolibéral », « capitaliste », il fait néanmoins l'impasse sur les moyens de mettre en place « un autre monde », en excluant volontairement la question du pouvoir, pourtant centrale du point de vue de la stratégie d'une organisation révolutionnaire comme la LCR.

L'importance de l'investissement des militants de la LCR dans la mouvance altermondialiste se comprend par ailleurs à la lumière des redéfinitions stratégiques profondes qui affectent cette organisation à la fin des années 1980. La chute du mur de Berlin, l'effondrement de l'URSS et, plus largement, l'échec de toutes les expériences révolutionnaires en Europe et dans le reste du monde, provoquent alors des remises en question théoriques de fond, sans pour autant que de nouvelles lignes programmatiques s'affirment en remplacement des anciennes. Irène, militante à la LCR depuis 1979, évoque ces repositionnements stratégiques : « En gros, l'idée qui domine [à cette époque-là], c'est qu'il faudra de nouvelles expériences révolutionnaires qui redélimiteront les questions stratégiques, et, en l'absence de ces nouvelles expériences révolutionnaires, on peut être amené à construire des partis qui n'ont pas toutes les délimitations stratégiques, des partis qui sont pour le socialisme, pour une autre société, mais qui peuvent diverger encore un certain temps sur les moyens stratégiques d'y arriver. » Dans le cadre de ces redéfinitions stratégiques, l'altermondialisme est considéré par certains militants comme une expérience particulièrement intéressante, « remarquable au sens où c'est une expérience de masse, dans tous les pays, [...] un phénomène tout à fait fondamental : face à une mondialisation du capital, on a une réaction sociale de type mondial. [...] Même si les termes ne sont pas ceux qu'on a

21. *Ibidem*.

pu employer, nous, dans le temps – à la limite peu importe – ce qui est important, c'est que le contenu subversif potentiel est considérable et que ça regroupe tous les continents. [...] Il y a potentiellement un territoire en friche absolument gigantesque, dans lequel on a des responsabilités fantastiques. Si on pense qu'il faut de nouvelles expériences, celles-là en font partie, elles font partie des expériences fondatrices qui peuvent, à un moment donné, redonner un visage à la révolution. »²² L'altermondialisme devient un champ d'investissement prioritaire pour un certain nombre de militants de la LCR, et cela dès les tout premiers événements.²³

Cette perspective historique permet de mieux saisir les raisons du fort investissement de ces militants dans le mouvement altermondialiste en général, et dans le FSE de Saint-Denis en particulier. Elle a aussi l'intérêt d'aller à l'encontre d'une « conception immaculée » de l'origine des mouvements sociaux²⁴ en insistant au contraire sur les processus de continuité de ces mouvements. À travers leur militantisme et leur participation à différentes mobilisations, les militants de la LCR ont acquis un certain type de ressources utiles à la construction d'un nouveau mouvement : une insertion dans un grand nombre de réseaux (associatifs, syndicaux, internationaux, etc.) et la maîtrise de diverses formes d'action (manifestations, actions « coup de poing », service d'ordre, etc.).

2. « Je t'aime... moi non plus »

L'étude des modes d'engagement des militants de la LCR dans un événement comme le FSE permet de mieux comprendre leur rôle dans le mouvement altermondialiste. Leurs registres d'action sont directement liés à la manière dont ces militants conçoivent leurs tâches politiques. Pour Nadia, qui intervenait pour *Rouge*²⁵ dans les réunions de préparation au FSE, celles-ci se résument pour l'essentiel

22. Irène, militante à la LCR depuis 1979, entretien, juillet 2003.

23. Éric Agrikoliatsky rappelle ainsi que la LCR est en 1989, avec l'écrivain Gilles Perrault, à l'initiative de la manifestation pour l'abolition de la dette du tiers-monde, organisée à l'occasion de la célébration du bicentenaire de la Révolution française. Cette mobilisation, suivie d'un concert place de la Bastille, peut selon l'auteur prendre place dans une généalogie du mouvement altermondialiste, comme l'un des premiers événements français. « Du tiers-mondisme à l'altermondialisme... », article cité.

24. Verta Taylor, « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », article cité.

25. Hebdomadaire de la LCR.

aujourd'hui à « un enjeu de repolitisation » et consistent à « redonner aux gens l'idée qu'on peut faire des trucs et y compris dans le champ politique ». Ce travail de repolitisation est complexe et n'est « surtout pas du travail fractionnel, c'est pas aller recruter pour la Ligue ». Le rôle d'une organisation comme la LCR est, selon elle, de travailler sur la question des alternatives : « Ce n'est pas porter la bonne parole révolutionnaire. [...] Par contre, dans une situation où les gens ne croient pas qu'une alternative est possible, [...] notre boulot c'est ça : c'est d'avancer l'idée de l'alternative – pas forcément ce que tu y mets – mais l'idée qu'une alternative est possible, qu'il faut y réfléchir, qu'il faut la construire. Et qu'il faut que les mouvements prennent confiance en eux [...]. Et éviter les dérives et les désillusions, sur le fait par exemple de croire que la gauche gouvernementale peut faire des trucs, ou alors se battre contre l'idée qu'on ne peut rien faire. » Dans ce but, « le travail de masse²⁶ est ultra-important [puisque] tu es là où les choses se passent, dans les endroits qui repolitisent les gens [...]. Tu peux te nourrir pour comprendre [...] les modes de politisation et les nouveaux mouvements, leurs nouvelles revendications et ce qu'elles peuvent apporter à la fois en termes d'élaboration et de nouvelles formes de militantisme. Toi, tu y es avec ta carte d'identité, tes valises et avec l'expérience que tu as – tu peux être utile et avancer dans le sens de cette repolitisation-là. [...] Être visible dans ce champ-là – en tant que tel, en tant qu'organisation politique [...] – c'est important. » Les investissements dans les événements altermondialistes, ainsi que dans Attac, s'intègrent pleinement, selon elle, dans cette démarche. Dans le cadre d'une association comme Attac, on peut considérer que ce travail de politisation a pour enjeu majeur l'énonciation de certains principes de vision et de division du monde social.²⁷ Il vise à faire discuter et à diffuser une grille de lecture des événements fortement structurée politiquement. Le parcours de Léa, entrée à la LCR en mars 2003, illustre bien ce type de processus de politi-

26. Entendu par cette militante comme « le militantisme dans des cadres larges constitués sur des revendications spécifiques ; ça peut être les questions syndicales, les mouvements des "sans" ou maintenant le mouvement altermondialiste ». Ces cadres se caractérisent, selon elle, par leur « pluralisme idéologique [le fait que la LCR ne soit pas le seul courant politique représenté] et par la diversité des collectifs militants impliqués (associations, syndicats, mouvements des "sans"...) ». Nadia, entretien du 10 mai 2004.

27. Pierre Bourdieu, *Propos sur le champ politique*, Presses universitaires de Lyon, 2000.

sation. Investie dans Attac depuis quatre ans, elle a eu, au sein de cette structure, de nombreuses discussions avec des militants de la LCR et « [a] été beaucoup influencée par [certains] » dont elle appréciait « [la] vision des choses ». Ces discussions ont « permis une radicalisation [...] sur des termes comme "exploitation" et "anticapitalisme", par exemple²⁸ ». Cette association a donc constitué un cadre d'acculturation, en lui donnant l'occasion d'échanger avec ces militants et d'observer leurs modes d'action. Dans sa trajectoire, la rencontre avec ces membres de la LCR au sein d'Attac a été déterminante, expliquant en partie son choix de s'engager dans ce parti. Bien sûr, pour une organisation politique, divers objectifs coexistent. Si l'investissement dans l'altermondialisme et dans Attac permet à la LCR d'y porter un débat, il peut aussi conduire à gagner des soutiens, des sympathisants, voire des militants, autant de rétributions possibles de l'action militante.

Au sein du mouvement altermondialiste, la LCR se singularise donc en tant qu'acteur se situant clairement et en plein dans le domaine du « politique ». Mais, si la politisation²⁹ est un enjeu de son intervention, elle constitue aussi une contrainte qui impose à cette organisation et à ses militants d'adopter des modes discrets ou indirects d'inscription dans le forum. Dans le cas du second FSE, c'est par l'intermédiaire de son journal – *Rouge* –, de son organisation de jeunesse – les JCR –, ainsi que de certaines revues – avec le *Projet K*³⁰ et notamment *ContreTemps*³¹ ou *Critique communiste*³² – que cette participation a pu s'organiser. Ainsi, la LCR a proposé deux séminaires via le journal de l'organisation. Le premier, « Pour un non de gauche à la Constitution européenne », réunissait autour d'Alain Krivine des intervenants opposés au projet de Constitution. Pour la LCR, il était particulièrement important d'aborder cette question dans le cadre de ce forum « étant donné que le consensus n'existait

28. Entretien du 23 juin 2003.

29. Nous entendons par « politisation » le travail qui consiste à « expliciter sans cesse la signification politique des faits, à "éveiller la conscience politique" des acteurs dans l'interprétation proosée des événements et des expériences », notamment au travers d'un « mécanisme de requalification des objectifs assignés à l'action », d'après Jacques Lagroye (sous la direction de), *La Politisation*, Belin, Paris, 2003, p. 367-369.

30. Réseau européen de revues marxistes critiques.

31. Revue initiée par Daniel Bensaïd et Philippe Corcuff, dont le comité de rédaction compte un certain nombre de militants de la LCR.

32. La revue de la LCR.

pas dans le mouvement »³³ sur ce sujet. Le second séminaire, « L'altermondialisation, creuset d'un nouvel internationalisme et d'une nouvelle Internationale pour le XXI^e siècle », co-organisé avec des représentants des sections espagnole et italienne de la IV^e Internationale³⁴, ainsi que par des membres du Socialist Workers Party anglais, visait à introduire une question particulièrement importante à la LCR « et sur laquelle [elle] a une longue tradition d'intervention »³⁵. L'investissement dans le mouvement altermondialiste est vécu comme une forme nouvelle d'internationalisme – lequel est perçu comme consubstantiel de l'identité de l'organisation. Des militants de la LCR ont aussi pris part à des séminaires ou des plénières, mais dans le cadre de leur investissement syndical ou associatif (avec le G10-Solidaires, AC!...). Certains jeunes militants, investis dans le réseau Intergalactique, ont participé à l'organisation de séminaires sur le thème « Pouvoir et contre-pouvoirs. À bas le pouvoir? », ainsi qu'à celui sur les nouveaux modes d'action pour le mouvement altermondialiste (« Désobéir : désobéissance et horizontalité »). Ils se sont par ailleurs engagés activement dans le GLAD³⁶. Enfin, certains militants figuraient à la tribune de débats au titre d'une revue (*ContreTemps* pour « Extrêmes droites et populismes en Europe : état des lieux », par exemple). La LCR s'est donc fortement investie dans le déroulement concret de l'événement, à travers l'organisation de séminaires, mais aussi en amont, avec la présence d'une militante au secrétariat d'organisation du FSE. Cette dernière est aujourd'hui peu impliquée dans la LCR, son investissement prioritaire étant de type syndical (à la FSU). C'est donc en tant que militante syndicale qu'elle intervenait, bien que ses orientations politiques, y compris au sein de la FSU³⁷, soient connues. Dans le secrétariat d'organi-

33. Nadia, entretien du 10 mai 2004.

34. La quatrième Internationale a été fondée en septembre 1938 par Léon Trotsky. Elle rassemblait un des courants d'opposition de gauche au stalinisme, qui dénonçait la « contre-révolution bureaucratique en URSS », prônait la stratégie du front unique et la lutte contre le fascisme (critiquant l'orientation « classe contre classe » adoptée par l'Internationale communiste), et défendait la théorie de la révolution permanente contre celle du « socialisme dans un seul pays » de Staline. Cf. Daniel Bensaid, *Les Trotskysmes*, PUF, « Que sais-je? », Paris, 2002, p. 15-25.

35. Nadia, entretien du 10 mai 2004.

36. Sur le GLAD, voir le chapitre premier et aussi Sylvain Pattieu, « Expériences et pratiques des nouvelles générations altermondialistes », *ContreTemps*, n° 11, septembre 2004.

37. Où elle est membre de la tendance « École émancipée ».

sation, elle a été très active dans l'élaboration du programme et, dit-elle, « comme tous les syndicalistes, elle a beaucoup poussé pour qu'il y ait davantage de séminaires sur les questions sociales et aussi pour la féminisation des séminaires et des plénières »³⁸. Elle a aussi été « parmi ceux et celles qui ont fait en sorte qu'il n'y ait pas de prépondérance pour certains partis ».

Le FSE, de par l'hétérogénéité des acteurs qu'il rassemble, est un espace fortement concurrentiel. Pour les partis politiques présents, les modes d'intervention retenus ne sont donc pas exempts de considérations tactiques qui dénotent la volonté de se positionner par rapport aux autres forces partisans. La LCR avait ainsi anticipé, au vu des lieux retenus pour le déroulement du forum, un poids très important du Parti communiste. Un certain nombre des stratégies de visibilité qu'elle a adoptées s'expliquent par cette anticipation et par la volonté de ne pas laisser le PCF apparaître comme le seul parti politique présent pendant l'événement. C'est donc une stratégie d'apparition « en tant que LCR » qui a été choisie. La LCR a ainsi décidé de tirer un *Rouge quotidien*, éditions spéciales de son journal pendant les quatre jours du FSE, ce qui impliquait un effort militant considérable : « Ça a été un boulot de fou. Il y avait des équipes de 10 à 15 personnes par site. On diffusait tôt le matin, assez longtemps, et à la sortie des plénières. » Cette stratégie de visibilité « en tant que LCR » s'est aussi concrétisée lors de la manifestation par la consigne donnée aux militants de défiler avec leur organisation, rompant avec la tradition qui veut que les militants restent le plus possible dans leurs cortèges syndicaux ou associatifs. Le choix d'un cortège plus structuré autour d'une banderole imposante, faisant figurer le slogan « Nos vies valent plus que leurs profits », popularisé avec la campagne d'Olivier Besancenot à la présidentielle de 2002, répondait à la préoccupation d'apparaître en tant que force politique partie prenante de ce mouvement. Cette volonté s'est aussi traduite par la demande faite aux militants de prendre la parole en tant que LCR lors de leurs interventions. Cet aspect est celui qui a le moins bien fonctionné, ce mode de prise de parole allant à l'encontre des habitudes des militants dans de tels événements. Généralement, ceux-ci participent et interviennent avec « l'étiquette » du syndicat ou de l'association dans lequel ils sont engagés.

38. Nadia, entretien du 10 mai 2004. Toutes les citations qui suivent sont extraites de cet entretien.

Ce mode d'apparition était donc « en partie une nouveauté » et a créé une tension, difficile à gérer pour les militants participant au forum, entre une présence en tant que membre d'un parti politique et la volonté de ne « surtout pas apparaître récupérant ». Cette tension est elle-même le reflet de l'ambiguïté des forums sociaux, qui se fixent pour objectif d'ouvrir des espaces de débats les plus larges possibles, mais posent parallèlement des limites à la prise de parole en excluant les partis de cette discussion. La méfiance à l'égard des partis politiques et plus généralement vis-à-vis des formes de délégation, assez largement partagée au sein du mouvement altermondialiste, a fait qu'une partie de ses militants ont adhéré aux théories qui préconisent de « changer la société sans prendre le pouvoir »³⁹. Paradoxalement, la question du pouvoir et du « politique » est ainsi, au sein de ce mouvement, à la fois la question-clé et un tabou. La polémique qui s'est fait jour dans Attac, après l'annonce de la présentation de listes « 100 % altermondialistes » aux élections européennes de juin 2004, l'a parfaitement illustré.

Confrontés à la difficulté de participer en tant que membres d'un parti politique, les militants de la LCR ont finalement opté pour une visibilité contrôlée. Préférant parfois une mise en retrait, comme lors des réunions préparatoires dans lesquelles les militants présents pour *Rouge* n'intervenaient « que quand il y avait une situation de crise, mais rarement pour donner des trucs d'analyse générale », sans pour autant renoncer à leurs idées politiques et au rôle qu'ils s'assignent dans ce mouvement, bénéficiant d'ailleurs d'une image plutôt positive car identifiés aussi en partie comme des bâtisseurs de ce mouvement altermondialiste.

III. LA PRODUCTION PRATIQUE DES FRONTIÈRES DU POLITIQUE

L'étude comparée de la participation du Secours catholique et de la LCR au FSE de Saint-Denis révèle à la fois le caractère problématique du politique au sein du mouvement altermondialiste et le jeu des différents types d'acteurs pour déplacer la frontière de ce qui est politique ou non.

39. John Holloway, *Change the world without taking power*, Pluto, Londres, 2002.

1. Usages pluriels du FSE

Le Secours catholique et la Ligue communiste révolutionnaire sont deux acteurs qui pèsent d'un poids important dans le mouvement altermondialiste, mais qui doivent gérer – pour des raisons opposées – une contrainte forte dans leur intervention. Le Secours catholique participe en tentant de dépolitiser au maximum son intervention, en sélectionnant ses partenaires, en s'effaçant au profit de ceux qu'il entend représenter, s'instituant ainsi en média privilégié pour redonner la parole à ceux qui ne l'ont pas. Il ne s'éloigne ainsi pas trop de l'action caritative qui le caractérise et qui légitime l'engagement en son sein. L'intervention de la LCR se construit au contraire dans le cadre d'un rapport politisant à l'événement. Elle adopte une démarche d'apparition « en tant que LCR », en direction des autres participants. Du fait de ses caractéristiques propres – un parti politique – et de celles du mouvement altermondialiste, qui affiche clairement sa méfiance vis-à-vis des organisations partisans, et plus généralement vis-à-vis du pouvoir, elle doit adopter une stratégie de visibilité complexe : entre l'effacement, pour éviter d'apparaître comme « récupérant », et l'ambition de réaffirmer le rôle du politique dans un projet de changement de société.

Ainsi, en raison de l'extrême variété des sujets proposés et des organisations impliquées, le FSE peut être vécu de manière antagoniste selon les séminaires suivis, le rôle que les acteurs s'assignent et le sens qu'ils entendent donner à leur engagement. Des 500 membres du Secours catholique qui sont venus officiellement, la plupart suivaient exclusivement les séminaires organisés par leur organisation ou par ses partenaires. Si, dans le cas du Secours catholique, les séminaires ont vocation à parler à un public « externe », ils sont aussi une ressource de mobilisation « interne » à l'organisation. Le FSE offre à l'ONG un cadre de travail avec ses partenaires et manifeste ses capacités d'organisation ; opportunités nécessaires à cultiver l'entre soi entre les différents niveaux de la structure et à légitimer l'action collective. De la même manière que le FSM à Porto Alegre devient un lieu de rencontre entre militants des différents Caritas, une assemblée générale officieuse où se nouent des relations plus étroites entre les personnels des différentes structures, le FSE est vécu comme un lieu de rencontre entre catholiques engagés. Toutefois, il est aussi un lieu d'échange : Hilda est fière d'avoir gagné l'estime de représentants du MIB ; un autre

Radiographie du mouvement altermondialiste

responsable souligne l'intérêt de la présence du Secours catholique au FSE pour faire partie de réseaux, être invité systématiquement aux réunions d'Attac ou participer à des campagnes. Comme pour le Secours catholique, le FSE est aussi pour la LCR une occasion de rencontre et d'échange avec d'autres organisations, et notamment avec les partis politiques participant aux conférences de la Gauche anticapitaliste européenne. Cette rencontre, qui a rassemblé bien au-delà des seules sections de la IV^e Internationale⁴⁰, a eu lieu les 10 et 11 novembre 2003, quelques jours avant que ne débute le FSE. Elle a été l'occasion pour ces organisations de confronter leurs différentes analyses de la situation politique et d'arrêter une position commune, voire des actions, sur certaines questions comme celle de la Constitution européenne.⁴¹

Hétérogènes par leurs rapports à l'altermondialisme, les modalités des engagements du Secours catholique et de la LCR dans le FSE soulignent le caractère illusoire de la représentation d'un mouvement altermondialiste homogène. Si chaque organisation se revendique bien d'un même label et participe à un même événement, ce qui conditionne l'apparente convergence est moins un accord idéologique que la liberté de diverger dans les discours comme dans les pratiques, voire de se réfuter réciproquement ou de s'ignorer totalement. L'image du mouvement que mobilise chaque organisation lui est propre ou presque. Pour autant, ces cloisonnements ne sont pas si étanches que les organisations puissent user de l'altermondialisme sans être transformées en retour.

2. Les effets en retour de l'engagement altermondialiste

En effet, l'altermondialisme n'est pas sans conséquence sur l'identité des organisations qui s'y investissent. Si l'engagement du Secours catholique au FSE est utile pour nouer des relations avec les « mouvements sociaux », les représentations de l'action caritative que se font les militants

40. Étaient notamment présents des représentants du Bloc de gauche (Portugal), de l'Alliance rouge-verte (Danemark), du Parti socialiste écossais (SSP), du Socialist Workers Party (SWP), du Mouvement de la gauche (Luxembourg) et du Parti de la refondation communiste (Italie).

41. Un projet de déclaration de la Gauche anticapitaliste européenne, intitulé « Une autre Europe est possible ! Une autre gauche européenne est nécessaire ! », a été adopté à l'issue de la réunion.

Entre radicalité et apolitisme

s'en trouvent bouleversées par ailleurs. Comme le confie un cadre de la délégation de Paris, « nous avons acquis une clarification de notre identité et sa compatibilité avec d'autres mouvements. Une page est tournée au sein du Secours catholique. [...] Il a enfin été compris qu'on a à apprendre des autres et qu'on ne peut plus seulement panser les plaies. Il est nécessaire de penser une alternative sociale. »⁴² L'engagement n'a été possible que par un travail de dépolitisation, mais la remise en cause de la distinction entre l'action caritative et la politique était néanmoins souhaitée par certains cadres. L'engagement altermondialiste a bien pour finalité de permettre la reproblématisation de la solidarité dans la perspective d'une pensée sociale plus ambitieuse, voire de redonner à la doctrine sociale de l'Église une place dans le débat public. C'est dans cette optique qu'a été initié par huit mouvements chrétiens le processus des « Assises chrétiennes de la mondialisation » (ACM). Partant du constat que les organisations chrétiennes ont une grande expérience de la mondialisation par leurs actions de solidarité mais qu'elles n'ont aucune visibilité publique, l'ambition des ACM est de faire entendre la « voix des chrétiens ». En janvier 2004, une assemblée synodale, suivant le FSM de Mumbai, a réuni 250 délégués d'une soixantaine d'organisations chrétiennes dans le but d'élaborer un « livre blanc des chrétiens sur la mondialisation ». Dans la même logique et à la suite du FSE, la délégation de Paris du Secours catholique a pris l'initiative d'organiser la « Place publique », qui est pour Thierry Arnold, directeur de la délégation de Paris, « un espace de parole et de réflexion libre, pour donner de la continuité à la réflexion citoyenne, sortir de l'événementiel et travailler dans la permanence. Il faut que les accueillis s'approprient la démarche et se sentent chez eux au Secours catholique, qu'ils puissent prendre la parole. »⁴³ Sous forme de réunion mensuelle avec un usage central des techniques d'éducation populaire pour écouter chaque voix, des questions comme la place des femmes dans la société, l'altermondialisme, l'immigration, sont discutées entre personnes assistées, cadres et bénévoles du Secours catholique. Au mois de mai 2004, une journée d'action pour les sans-papiers a même été organisée.

L'investissement des militants de la LCR dans le mouvement altermondialiste a aussi influencé l'identité du grou-

42. Entretien du 18 décembre 2003.

43. *Ibidem*.

pe. Tout d'abord du point de vue de sa pratique militante. Le mouvement altermondialiste s'est construit en remettant en cause un certain nombre des représentations collectives forgées au cours du XIX^e siècle, et notamment « la croyance en la nécessité, pour tout mouvement social, de disposer d'une organisation centralisée et hiérarchisée »⁴⁴. L'investissement des militants de la LCR dans les structures du mouvement altermondialiste a renforcé un processus qui s'était déjà engagé auparavant, permettant l'instauration de nouveaux rapports entre partis et mouvements sociaux. La conception léniniste du rôle du parti, dont la LCR avait hérité, assignait à l'organisation révolutionnaire un rôle d'avant-garde, dans le cadre d'une conception hiérarchisée de la conduite de l'action politique. Si « la Ligue a toujours eu deux "visages" : un visage un peu avant-gardiste proclamé mais aussi un lien aux mouvements de masse qui remettait en cause ce visage »⁴⁵, l'investissement dans le mouvement altermondialiste a contribué à accélérer la remise en cause du modèle avant-gardiste. Ensuite, la perméabilité aux thématiques et propositions développées dans ce mouvement a amené l'organisation à élaborer une nouvelle réflexion autour de certaines notions (parfois anciennes) – démocratie directe et participative, autogestion, non-violence, développement durable – contribuant aussi à modifier l'identité du collectif. Chez certains nouveaux militants, entrés après la campagne présidentielle de 2002, la prégnance de ces thèmes est d'autant plus forte que le mouvement altermondialiste a pu constituer pour eux un premier cadre de socialisation politique. L'investissement dans le mouvement est vécu par les militants comme un moyen « d'apprendre, de renouveler [l']appareil théorique, [les] modes d'intervention »⁴⁶. C'est une particularité structurante de cette organisation, soulignée lors des entretiens : « Un mode important d'intégration dans la Ligue, c'est aussi d'avoir un pied dehors [...]. C'est un moyen pour ne pas perdre le contact avec la réalité. »⁴⁷ Cette posture, fortement ancrée à la LCR, et qui lui évite une trop grande marginalisation, contribue en retour, comme pour le Secours catholique, à une évolution tant de la pratique militante que du corpus doctrinal.

44. Isabelle Sommier, *Le Renouveau des mouvements contestataires...*, op. cit., p. 19.

45. Irène, militante à la LCR depuis 1979, entretien, juillet 2003.

46. Nadia, entretien du 10 mai 2004.

47. *Ibidem*.

CHAPITRE X

MOUVEMENTS ÉCOLOGISTES ET REVUES INTELLECTUELLES¹

Maxime Szczepanski-Huillery,
avec la collaboration
de Francine Simon-Ekovich

« Les citoyens sont de plus en plus compétents et dotés d'une expertise. C'est une chose qu'on oublie. Je n'ai pas fait d'enquête, mais j'imagine qu'ici le niveau moyen est de bac + 3. Donc il ne faut pas non plus fabuler : ce sont des citoyens armés, compétents, instruits, capables de produire eux-mêmes leur discours. Mais sur les problèmes comme l'OMC, les gens informés sont encore sous-informés. Je pense que nous avons besoin, non pas d'experts, mais de chercheurs critiques. » Formulée un an avant l'organisation du premier Forum social mondial, cette appréciation de Pierre Bourdieu² sur le profil des participants au rassemblement de Millau, en juillet 2000, semble assez bien correspondre à celui des individus présents à ce Forum social. De manière générale, les forums renvoient souvent l'image d'un mode d'action collective où prédomineraient débats, discus-

1. Merci à Ariane Jossin et à Baris Gençer Baykan pour leur participation à la réalisation de l'enquête de terrain.

2. Pierre Bourdieu, entretien avec Louis Zollet, 1er juillet 2000, Millau, consultable sur le site de la bibliothèque sonore (www.bibliothequesonore.org).